Raad van State
- 9. MAA 1960

ADV. - 1 - L. 6964/1.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 décembre 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce", a donné le 15 février 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e december 1959 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 3 juli 1956 op het handelsregister", heeft de 15e februari 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de modifier la loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce.

Cette loi, qui fut publiée au Moniteur belge du 25 juillet 1956, n'est pas encore entrée en vigueur; jusqu'à présent, le Roi n'a pas fait usage des pouvoirs que lui confère l'article 53 de la dite loi.

Le projet modifie donc une loi qui a été promulguée et publiée, mais qui n'est pas encore entrée en vigueur.

Selon l'exposé des motifs, des modifications sont d'ores et déjà nécessaires parce que :

1° la loi du 30 avril 1958 relative aux droits et devoirs respectifs des époux a modifié le régime de capacité de la femme mariée qui était applicable au moment du vote de la loi sur le registre du commerce;

2° il est apparu que certaines dispositions de la loi du 3 juillet 1956 sont pratiquement inapplicables, et que cette loi présente certaines lacunes.

\+

\+ \+

Articles 1er, 5 et 7 du projet.

La loi du 3 juillet 1956 prévoit que la déclaration aux fins d'immatriculation, de même que la déclaration aux fins d'inscription modificative doivent être faites en quatre exemplaires (articles 7 et 15).

Dans le rapport de la commission du Sénat, la nécessité de déposer une déclaration en quatre exemplaires fut justifiée comme suit :

"un exemplaire sera remis au requérant après visa et numérotation; un deuxième et un troisième resteront au greffe pour constituer le registre et le dossier du requérant; le quatrième servira à la constitution du registre central souhaité par l'administration" (Sénat, Doc. 1952-1953, n° 503).

Le projet supprime l'obligation de déposer la déclaration en quatre exemplaires (articles 1er et 5 du projet). Un seul exemplaire suffira. L'exposé des motifs déclare que "les procédés de photocopie ou de photographie permettant de procurer des copies rigoureusement exactes, destinées au déclarant, au registre central et aux autres services administratifs, tel l'Institut national de statistiques".

Corrélativement à la suppression de l'obligation de déposer la déclaration en quatre exemplaires, l'article 7 du projet supprime l'obligation imposée par l'article 23, alinéa 2, de la loi aux référendaires et aux greffiers de remettre au déclarant un exemplaire portant le numéro d'immatriculation ainsi que leur visa.

Dans le système conçu par le projet,il ne sera donc plus délivré d'office et gratuitement au requérant une copie de sa déclaration. Si ce dernier désire pareille copie, il devra en formuler la demande et payer les frais (article 32 de la loi).

S'il entrait dans les intentions du Gouvernement d'assurer à tout déclarant le bénéfice d'une copie gratuite de sa déclaration, il y aurait lieu de rédiger l'article 7 du projet comme suit :

"L'article 23, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Il revêt de son visa la déclaration et y porte le numéro d'immatriculation.

Copie de la déclaration est remise ou envoyée gratuitement au requérant".

Article 2.

L'article 8 de la loi du 3 juillet 1956 dispose :

"La déclaration d'une personne physique indique : ... : 6° l'activité ou éventuellement les activités commerciales de nature différente qu'elle se propose d'exercer".

Le projet complète ce texte par le membre de phrase suivant :

"en précisant, le cas échéant, l'activité principale".

Le projet primitif sur le registre du commerce (Sénat, doc. 1952-1953, n° 142) prévoyait que le commerçant devait mentionner "les activités commerciales qu'il entend exercer dans l'ordre d'importance qu'il leur attribue". La commission du Sénat décida

/

de supprimer l'obligation de mentionner l'ordre de l'importance. Le rapport déclare à ce sujet :

"en effet, à quoi servirait-il d'obliger le requérant à indiquer ses genres d'activités dans l'ordre de leur importance; il agira ainsi s'il en voit la nécessité" (Doc. Sénat, 1952-1953, n°503).

Le projet réintroduit, sous une forme atténuée, il est vrai, cette obligation. Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, la mention de l'activité principale présenterait une utilité d'ordre statistique.

Tel qu'il est présenté, le texte proposé appelle les observations suivantes :

1. La détermination de l'activité principale sera le résultat d'une appréciation subjective du déclarant. En effet, celui-ci étant obligé d'indiquer dès le début quelle sera son activité principale, ne pourra généralement pas se fonder sur des critères objectifs pour opérer cette désignation. Il suit de là qu'aucun reproche ne pourra être adressé au déclarant qui indique comme équivalentes deux ou plusieurs activités.

.../...

2. Seules les personnes physiques sont tenues d'indiquer leur activité principale. Les sociétés commerciales n'y sont pas obligées. Les petites entreprises constituées sous la forme d'une société de personnes à responsabilité limitée, par exemple, échapperont donc à cette obligation.

3. Le nouveau texte ne couvre que les seules activités qu'une personne physique exercera dans le ressort du tribunal du greffe où elle est immatriculée.

Par conséquent, bien que les activités que cette personne exerce dans d'autres arrondissements doivent être mentionnées dans la déclaration (article 8, 10°), le déclarant ne doit pas indiquer par rapport à celles-là quelle est son activité principale.

4. Le commerçant qui a demandé son immatriculation pour une activité commerciale seulement et qui plus tard désire en ajouter une autre dans le même arrondissement, est tenu de demander une inscription complémentaire , que l'article 13 de la loi qualifie d'inscription modificative.

.../...

Pour qu'il soit tenu d'indiquer son activité principale, il faut que l'une des mentions de l'immatriculation ne corresponde plus à la situation qu'elle doit décrire (article 14). Or, si, lors de son immatriculation, l'intéressé se proposait de n'exercer qu'une seule activité, la question ne se posait pas pour lui de mentionner une activité principale. La case prévue à cet effet sur le formulaire n'aura dans ce cas pas été remplie. Etant donné qu'une insertion modificative ne doit porter que sur les mentions devenues inexactes, l'intéressé ne sera pas tenu, lors de son inscription modificative, d'indiquer quelle est son activité principale.

Pour que le système du projet soit applicable dans le cas de l'article 14, il faudrait que la déclaration d'immatriculation comportât, pour le cas où l'intéressé ne se propose d'exercer qu'une seule activité, une mention spécifiant expressément que cette activité est unique .

Le texte proposé ci-après tient compte de cette dernière observation :

"Article 8.-

La déclaration d'une personne physique indique : ...

6° l'activité unique ou éventuellement les activités commerciales de nature différente qu'elle se propose d'exercer; dans ce dernier cas, elle indique l'activité qu'elle considère comme principale".

Article 9.

Selon l'article 24 de la loi, les jugements ou arrêts prononcés dans l'une des matières énumérées à cet article, doivent avoir acquis force de chose jugée avant de pouvoir être transmis par le référendaire ou le greffier de la juridiction qui les a prononcés au registre central du commerce.

Le projet ne requiert plus que ces jugements ou arrêts aient, lors de leur transmission au registre central, acquis force de chose jugée.

L'exposé des motifs justifie cette modification en déclarant que l'application de l'article 24 de la loi est pratiquement impossible, les référendaires et les greffiers étant, dans la plupart des cas, dans l'impossibilité de vérifier si les décisions ont acquis force de chose jugée. Et de conclure que si la disposition était maintenue dans sa teneur actuelle, la publicité des décisions judiciaires intéressant les tiers serait moins bien assurée que sous l'empire de la législation antérieure.

Le système du projet présente l'avantage d'assurer une publicité rapide de tout jugement ou arrêt prononcé à l'égard d'un commerçant dans l'une des matières mentionnées à l'article 24. Le registre central étant avisé dès le prononcé de la décision, en informera à son tour les greffes où le commerçant possède une immatriculation.

.../...

Si ce système assure une publicité rapide, en revanche il est susceptible de porter préjudice au commerçant intéressé dans les cas où la décision judiciaire n'est pas définitive.

Le risque de préjudice pourrait en partie être évité en prévoyant pour le commerçant qui fait l'objet d'une décision judiciaire relative à l'une des matières mentionnées à l'article 24, la faculté d'envoyer une copie de l'acte d'appel ou d'opposition au registre central, qui serait tenu d'en aviser les greffes où le commerçant est immatriculé. Ce procédé présenterait l'avantage de renseigner exactement les tiers, tout en mettant le commerçant à l'abri de réactions prématurées ou injustifiées que cette publicité pourrait faire naître à son endroit.

Si le Gouvernement entend adopter cette solution, l'article 24 du projet devrait être complété. A cette fin, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui formerait le § 2 de l'article 24, le texte du projet en constituant le § 1er.

"§ 2. Il est loisible au commerçant qui fait l'objet d'une décision judiciaire relative à l'une des matières énumérées au § 1er, d'envoyer au registre central une copie certifiée conforme de l'acte par lequel il interjette appel de cette décision ou y fait opposition. Dès réception de cette copie, le registre central envoie un avis au référendaire ou au greffier de chacun des tribunaux au registre du commerce desquels le commerçant est immatriculé. Cet avis est annexé par le référendaire ou le greffier à la déclaration d'immatriculation".

\+

\+ \+

Le projet apporte à la loi du 3 juillet 1956 une autre modification qu'il est nécessaire de signaler.

Parmi les décisions judiciaires mentionnées à l'article 24, il en est certaines qui modifient la situation du commerçant telle qu'elle se trouve décrite au registre du commerce. Ces décisions, lorsqu'elles sont devenues définitives, appellent de la part du commerçant lui-même, en vertu de l'article14 de la loi, une inscription modificative. Le commerçant qui ne s'acquitterait pas de cette obligation dans le délai imparti par ledit article, s'exposerait à des poursuites pénales.

D'autres décisions judiciaires, au contraire, tout en modifiant la situation juridique du commerçant, ne nécessitent pas d'inscription modificative de sa part parce qu'elles ne modifient pas sa situation telle qu'elle est décrite au registre du commerce et que, dès lors, l'article 14 n'est pas applicable.

C'est pour donner également à ces décisions la publicité qu'elles requièrent que le législateur a prévu à l'article 24, dernier alinéa, l'obligation pour le référendaire ou le greffier de les inscrire d'office.

En résumé, sous le régime de la loi du 3 juillet 1956 toutes les décisions judiciaires mentionnées à l'article 24 sont inscrites, les unes à la demande du commerçant lui-même par application de l'article 14, les autres d'office par le référendaire ou le greffier en vertu de l'article 24, dernier alinéa.

.../...

Le projet laisse subsister les inscriptions qui doivent être demandées par le commerçant, mais il supprime celles que le référendaire ou le greffier est tenu de prendre d'office. La question est de savoir si la publicité des décisions judiciaires pour lesquelles le commerçant n'est pas tenu de demander l'inscription modificative, sera encore assurée.

L'article 24 nouveau prévoit que tous les avis des décisions judiciaires transmis par le registre central aux greffes intéressés seront annexés à la déclaration d'immatriculation du commerçant, ce qui, selon l'exposé des motifs, signifie qu'ils seront "glissés au dossier d'immatriculation du commerçant".

Toutefois, ce dossier ne peut être consulté par les tiers. En effet, si l'article 32 de la loi dispose que toute personne peut consulter gratuitement le registre et se faire délivrer des extraits de celui-ci, il n'étend pas ce droit aux annexes conservées au dossier d'immatriculation. Cette consultation n'est d'ailleurs pas nécessaire sous le régime de la loi du 3 juillet 1956, puisque toutes les décisions judiciaires doivent faire l'objet d'une inscription au registre. Le seul intérêt que cette consultation pourrait présenter est de permettre de prendre connaissance des attendus des décisions, puisqu'une copie certifiée conforme de celles-ci doit reposer au dossier. Mais la loi de 1956 n'a pas accordé ce droit aux tiers.

.../...

Suivant le projet, le dossier d'immatriculation ne contiendra plus la copie des décisions judiciaires, mais un simple avis. Dès lors, il n'y a plus de raison de refuser aux tiers le droit de consulter le dossier.

Si le Gouvernement désire que les tiers aient connaissance de toutes les décisions judiciaires mentionnées à l'article 24, y compris de celles qui ne donnent pas lieu à l'inscription modificative de la part du commerçant, il doit leur permettre de prendre connaissance du dossier d'immatriculation. A cette fin, les articles 32 et 33 de la loi devraient être complétés comme suit :

"Article 32.-

Toute personne peut consulter gratuitement le registre du commerce et ses annexes, et se faire délivrer, à ses frais, par le référendaire ou le greffier, des extraits du registre et des annexes.

Ces extraits ... (le reste inchangé) ...

Article 33.-

Toute personne peut consulter gratuitement le registre central du commerce et ses annexes".

\+

\+ \+

.../...

Article 15.

L'article 217 du Code civil, tel qu'il a été remplacé par la loi du 30 avril 1958 relative aux droits et devoirs respectifs des époux, dispose en son dernier alinéa :

"Si le jugement comporte défense de l'exercice d'une activité nécessitant une inscription au registre du commerce, il est transcrit par extrait sur un registre tenu à cet effet au greffe du tribunal; en outre, une expédition du jugement est transmise par le greffier dans les arrondissements où il existe un tribunal de commerce, au greffe de ce dernier tribunal. Le référendaire procède d'office à la rectification ou à la radiation de l'immatriculation".

Par son article 15, le projet supprime la seconde partie de cet alinéa; il laisse subsister la disposition qui prévoit que le jugement comportant défense pour un conjoint d'exercer un commerce est transcrit par extrait sur un registre ad hoc tenu au greffe du tribunal de première instance.

La suppression de la seconde partie s'explique par le fait que l'article 9 du projet ajoute à la liste des décisions judiciaires qui, selon l'article 24 de la loi, doivent être portées à la connaissance du registre central par le référendaire ou le greffier de la juridiction qui les a rendues, les décisions "portant défense de l'exercice d'une activité nécessitant une inscription au registre du commerce".

.../...

Si l'article 24 nouveau tend ainsi à assurer la publicité de ces décisions, le projet ne prévoit par contre aucune disposition qui en détermine les effets. Au contraire, il supprime, sans pourvoir à son remplacement,la sanction que la loi du 30 avril 1958 attache à ces décisions et qui consiste en la radiation d'office, par le référendaire, de l'immatriculation au nom de l'époux à l'égard duquel est prise la mesure d'interdiction.

L'article 29 de la loi du 3 juillet 1956,qui prescrit au référendaire de procéder à la radiation de l'immatriculation prise au nom de personnes qui "ne remplissent plus les conditions requises par les lois et règlements particuliers pour exercer leur activité commerciale", ne peut s'appliquer à l'époux auquel interdiction est faite par une décision judiciaire prise sur base de l'article 217 du Code civil, d'exercer un commerce. En effet, cette disposition ne semble concerner que les personnes dont l'activité est subordonnée à une autorisation administrative, tels les étrangers par exemple.

Pour les mêmes raisons l'article 28,qui permet à tout intéressé de demander en justice la radiation de l'immatriculation du commerçant dont une décision judiciaire, ayant acquis force de chose jugée, constate qu'il ne remplit pas les conditions requises par les lois et règlements particuliers pour exercer son activité commerciale, ne peut trouver application en l'espèce.

.../...

D'autre part, aucune disposition de la loi n'impose à l'époux frappé de la mesure d'interdiction, ou à son conjoint, l'obligation de demander la radiation. L'article 18 ne prévoit, en effet, pareille obligation que dans la seule hypothèse de l'extinction du commerce.

Certes, la méconnaissance de l'interdiction, même non suivie d'une radiation, peut entraîner des conséquences d'ordre civil tant dans les rapports de l'époux contrevenant avec les tiers, que dans ses rapports avec le conjoint. Il est à craindre toutefois qu'à elles seules les conséquences civiles ne soient insuffisantes pour détourner l'époux récalcitrant de son dessein.

La radiation, par contre, constitue un moyen efficace pour contraindre l'époux à ne pas enfreindre la mesure d'interdiction. La loi du 3 juillet 1956 prévoit, en effet, dans son article 39 des peines correctionnelles à l'égard de celui qui exerce une activité commerciale alors que son immatriculation a été radiée. Elle dispose également en son article 37 que toute action qui trouve sa cause dans une activité commerciale pour laquelle le requérant n'était pas immatriculé lors de l'intentement de l'action, est irrecevable.

.../...

Le Conseil d'Etat propose ci-après un texte qui prévoit la radiation d'office par le référendaire ou par le greffier de l'immatriculation à la suite d'une décision judiciaire défendant à un époux d'exercer une activité commerciale. Suivant l'article 217 nouveau du Code civil, les jugements portant défense sont notifiés par le greffier à l'autre époux. Le greffier sera donc en mesure de savoir quand le jugement a acquis force de chose jugée. L'objection faite à l'égard de l'article 24 de la loi du 3 juillet 1956 ne peut donc pas être soulevée en l'espèce.

Le texte proposé pourrait être inséré dans la loi du 3 juillet 1956 entre les articles 29 et 30, sous un article 29bis.

"Article 29bis.

Tout jugement ou arrêt ayant acquis force de chose jugée et portant défense à l'égard d'un époux d'exercer une activité nécessitant une inscription au registre du commerce, doit être transmis, en copie certifiée conforme par le greffier de la juridiction qui l'a prononcé, au registre central, qui en transmet copie au référendaire ou au greffier de chacun des tribunaux au registre du commerce desquels le commerçant est immatriculé.

Le référendaire ou le greffier procède à la radiation de l'immatriculation concernant l'activité commerciale qui fait l'objet de la défense prononcée".

\+

\+ \+

.../...

Pour le surplus, le projet appelle les observations de forme qui sont mentionnées ci-après :

L'intitulé serait plus correct s'il était rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant la loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce et l'article 217 du Code civil".

L'arrêté de présentation devrait être rédigé comme suit :

"Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre des Classes moyennes,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre des Classes moyennes sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit : ... ".

\+

\+ +

Le liminaire de l'article 1er serait mieux rédigé comme suit :

"L'article 7 de la loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce est remplacé par la disposition suivante : ... ".

.../...

La même observation vaut pour le liminaire des articles 3, 4, 5, 9, 10, 11 et 13. Dans ces liminaires, la référence à la date de promulgation de la loi est suffisante; il n'y a pas lieu de répéter son intitulé.

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour le liminaire des articles mentionnés ci-après :

"Article 2.-

L'article 8, 5° et 6°, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes : ...

Article 6.-

L'article 16 de la même loi est complété par un 3° ainsi rédigé : ...

Article 7.-

L'article 23, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante : ...

Article 8.-

Il est inséré dans la même loi un article 23 bis ainsi rédigé : ...

Article 14.-

Il est inséré dans la même loi un article 54 ainsi rédigé : ...

Article 15.-

A l'alinéa 7 de l'article 217 de la loi du 30 avril 1958 relative aux droits et devoirs respectifs des époux, est supprimé le texte suivant : ... ".

\+

\+ +

L'article 12 devrait être rédigé comme suit :

"Article 12.-

Dans l'article 28 de la même loi, les mots : "Tout intéressé peut demander en justice la radiation" sont remplacés par les mots : "Les personnes mentionnées à l'article 27 peuvent demander en justice la radiation".

Dans le corps de l'article 23 bis, inséré dans la loi du 3 juillet 1956 par l'article 8 du projet, il y a lieu d'omettre les mots "de la présente loi".

Le second alinéa de l'article 53, prévu par l'article 13 du projet, serait mieux rédigé comme suit :

"Toutefois, la réinscription des commerçants immatriculés conformément à la loi du 30 mai 1924, modifiée par la loi du 9 mars 1929, aura lieu aux dates ... (la suite comme au projet) ... ".

.../...

Dans le corps de l'article 54, inséré dans la loi du 3 juillet 1956 par l'article 14 du projet, il y a lieu d'omettre les mots "de la présente loi".

+

+ +

A l'article 16, qui prévoit que "le Roi fixe les dates de l'entrée en vigueur de la présente loi", les mots "les dates" devraient être remplacés par "la date".

+

+ +

L'article 17 autorise le Roi à procéder à une coordination. Il ne semble pas que les modifications que le projet apporte à la loi du 3 juillet 1956 soient de nature à nécessiter une coordination. La remise en ordre des textes peut se faire grâce à une réimpression qu'il appartient au Roi, comme chef du pouvoir exécutif, d'ordonner.

Het ontwerp heeft tot doel de wet van 3 juli 1956 op het handelsregister te wijzigen.

Deze wet is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 25 juli 1956 maar nog niet in werking getreden. Van de macht welke artikel 53 van die wet hem toekent, heeft de Koning alsnog geen gebruik gemaakt.

Het ontwerp wijzigt dus een wet die wel is afgekondigd en bekendgemaakt, maar nog niet in werking getreden.

Luidens de memorie van toelichting zijn deze wijzigingen nu reeds noodzakelijk want :

1° de wet van 30 april 1958 betreffende de wederzijdse rechten en plichten van de echtgenoten heeft de regeling inzake bekwaamheid van de gehuwde vrouw, die ten tijde van de goedkeuring van de wet op het handelsregister toepasselijk was, gewijzigd ;

2° het is gebleken dat de wet van 3 juli 1956 in een aantal van haar bepalingen praktisch niet toe te passen is en dat zij ook leemten vertoont.

+

\+ +

.../...

Artikelen 1, 5 en 7 van het ontwerp.

De wet van 3 juli 1956 bepaalt, dat de opgaaf met het oog op inschrijving en de opgaaf met het oog op wijziging in viervoud moeten worden gedaan (artikelen 7 en 15).

In het verslag van de Senaatscommissie werd de noodzakelijkheid, een opgaaf in viervoud in te dienen, als volgt verantwoord :

"Een exemplaar wordt terugbezorgd aan de verzoeker, na visering en nummering; het tweede en het derde blijven ter griffie, voor het samenstellen van het register en van het dossier van de verzoeker; het vierde dient voor het aanleggen van het door de administratie verlangde centraal register"(Doc. Senaat, zitting 1952-1953, nr 503).

Het ontwerp maakt een einde aan de verplichting de opgaaf in viervoud in te dienen (artikelen 1 en 5 van het ontwerp). Met één exemplaar zal kunnen worden volstaan. De memorie van toelichting zegt : "de procédés op het gebied van de fotokopie of van de fotografie maken het mogelijk uiterst nauwkeurige afschriften te bezorgen, bestemd voor de verzoeker, voor het centraal handelsregister en voor andere administratieve diensten, zoals het Nationaal Instituut voor de statistiek".

Samen met de verplichting om de opgaaf in viervoud te doen, schaft artikel 7 van het ontwerp ook de verplichting af welke artikel 23, tweede lid,van de wet aan referendarissen en griffiers oplegt om aan de aangever een exemplaar terug te geven, voorzien van hun visum en van het inschrijvingsnummer.

.../...

In de regeling van het ontwerp zal de verzoeker dus geen van ambtswege en kosteloos afgegeven afschrift van zijn opgaaf meer ontvangen. Wenst hij zulk een afschrift, dan zal hij dit moeten vragen en de kosten ervan betalen (artikel 32 van de wet).

Mocht de Regering de bedoeling hebben, iedere aangever een kosteloos afschrift van zijn opgaaf te bezorgen, dan behoort artikel 7 van het ontwerp als volgt te worden gelezen :

"Artikel 23, tweede lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Hij tekent de opgaaf voor gezien en zet er het inschrijvingsnummer op.

Een afschrift van de opgaaf wordt kosteloos aan de verzoeker afgegeven of toegezonden".

Artikel 2.

Artikel 8 van de wet van 3 juli 1956 bepaalt :

"Geldt het een natuurlijk persoon, dan wordt opgegeven :...6° de handelswerkzaamheid of eventueel de handelswerkzaamheden van verschillende aard welke hij voornemens is uit te oefenen".

Het ontwerp vult deze tekst aan met het volgende zinsdeel :

"waarbij, in voorkomend geval, de hoofdwerkzaamheid dient bepaald".

.../...

Het oorspronkelijk ontwerp op het handelsregister (Senaat, doc.1952-1953, nr 142) bepaalde, dat de handelaar moest vermelden "de handelsbedrijven welke hij voornemens is uit te oefenen in de volgorde van de belangrijkheid die hij eraan toekent". De Senaatscommissie besloot tot afschaffing van de verplichting om de volgorde van de belangrijkheid op te geven. Het verslag zegt hierover :

"waartoe zou het immers dienen de verzoeker te verplichten de soorten van zijn bedrijvigheid in de volgorde van hun belangrijkheid op te geven; hij zal dit doen indien hij het nodig vindt"(Doc.Senaat, zitting 1952-1953, nr 503).

Het ontwerp voert deze verplichting, zij het in verzachte vorm, opnieuw in. Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen zou het vermelden van de hoofdwerkzaamheid dienstig zijn voor de statistiek.

In zijn huidige vorm geeft de voorgestelde tekst aanleiding tot de volgende opmerkingen:

1. Welke zijn hoofdwerkzaamheid is, zal de verzoeker subjectief moeten uitmaken. Aangezien hij verplicht is de hoofdwerkzaamheid op te geven vooraleer hij zijn werkzaamheden begint, zal hij hiervoor doorgaans niet van objectieve maatstaven kunnen uitgaan. Hem zal dus geen verwijt kunnen worden gemaakt, wanneer hij twee of meer werkzaamheden als gelijkwaardig opgeeft.

.../...

2. Alleen natuurlijke personen moeten hun hoofdwerkzaamheid opgeven. Handelsvennootschappen zijn hiertoe niet verplicht. Evenmin dus kleine ondernemingen die bijvoorbeeld als personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid zijn opgericht.

3. De nieuwe tekst geldt alleen voor werkzaamheden welke een natuurlijk persoon uitoefent in het gebied van de rechtbank der griffie waar hij is ingeschreven.

Daaruit volgt dat, ofschoon die persoon de werkzaamheden moet opgeven welke hij in andere arrondissementen uitoefent (artikel 8, 10°), hij niet hoeft te vermelden welke ten opzichte van die werkzaamheden zijn hoofdwerkzaamheid is.

4. De handelaar die zijn inschrijving voor één handelswerkzaamheid heeft gevraagd en er naderhand in hetzelfde arrondissement een andere wil aan toevoegen, moet een aanvullende inschrijving vragen, welke in artikel 13 van de wet "wijziging van het ingeschrevene" wordt genoemd.

Tot het opgeven van zijn hoofdwerkzaamheid zal hij eerst verplicht zijn als één van de vermeldingen der inschrijving niet meer overeenstemt met de toestand welke zij moet beschrijven (artikel 14). Echter, als hij zich bij zijn inschrijving voornam, maar één werkzaamheid uit te oefenen, dan rees de vraag naar de hoofdwerkzaamheid niet. Het daarvoor bestemde vak op het

.../...

formulier is in dat geval niet ingevuld. Aangezien een wijziging van het ingeschrevene alleen op onjuist geworden vermeldingen moet slaan, zal de betrokkene bij die wijziging niet verplicht zijn te zeggen welke zijn hoofdwerkzaamheid is.

Opdat de regeling van het ontwerp toepassing kan vinden in het geval van artikel 14, zou, wanneer de betrokkene niet voornemens is meer dan één werkzaamheid uit te oefenen, bij de inschrijving uitdrukkelijk moeten worden vermeld dat de opgegeven werkzaamheid de enige is.

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerking rekening gehouden :

"Artikel 8.-

Geldt het een natuurlijk persoon, dan wordt opgegeven :...

6° de enige handelswerkzaamheid of eventueel de handelswerkzaamheden van verschillende aard welke hij voornemens is uit te oefenen; in dit laatste geval bepaalt hij welke werkzaamheid hij als hoofdwerkzaamheid beschouwt".

Artikel 9.

Krachtens artikel 24 van de wet moeten vonnissen of arresten, uitgesproken in een der in dit artikel vermelde zaken, in kracht van gewijsde gegaan zijn vooraleer de referendaris of de griffier van het gerecht dat ze heeft uitgesproken, ze aan het centraal handelsregister mag doen toekomen.

.../...

Volgens het ontwerp is deze kracht van gewijsde niet langer vereist opdat die vonnissen of arresten aan het centraal register mogen worden gezonden.

De memorie van toelichting verantwoordt deze wijziging hierdoor, dat artikel 24 praktisch niet toe te passen is omdat referendarissen en griffiers meestal onmogelijk kunnen nagaan of er al dan niet kracht van gewijsde is. De memorie besluit, dat deze tekst, als hij in zijn huidige vorm behouden bleef, de openbaarheid van rechterlijke beslissingen die derden aangaan, minder goed zou verzekeren dan de vroegere wetgeving.

De regeling van het ontwerp is een verbetering in die zin, dat snellere openbaarmaking mogelijk zal zijn voor vonnissen of arresten die tegen een handelaar worden uitgesproken in zaken als vermeld onder artikel 24. Het centraal register, onmiddellijk na de uitspraak op de hoogte van de beslissing, zal er op zijn beurt kennis van geven aan de griffies waar de handelaar is ingeschreven.

Bespoedigt deze regeling de openbaarmaking, zij kan anderzijds nadelig zijn voor de handelaar, namelijk als de rechterlijke beslissing niet definitief is.

.../...

Dit gevaar kan gedeeltelijk worden ondervangen, en wel als volgt : "de handelaar tegen wie een rechterlijke beslissing is gewezen in een der zaken als vermeld onder artikel 24, zou een afschrift van de akte van beroep of van verzet mogen zenden aan het centraal register; dit register zou de griffies waar de handelaar is ingeschreven, daarvan op de hoogte moeten brengen. Het voordeel van zulk een procédé zou zijn, dat derden nauwkeurig worden ingelicht, terwijl de handelaar beveiligd zou zijn tegen voorbarige of onverantwoorde reacties waartoe deze openbaarheid aanleiding mocht geven.

Is de Regering het daarmede eens, dan zou artikel 24 van het ontwerp moeten worden aangevuld. Te dien einde stelt de Raad van State de volgende tekst voor, die § 2 van artikel 24 zou vormen; de tekst van het ontwerp wordt dan § 1.

"§ 2. De handelaar tegen wie in een der onder § 1 vermelde zaken een rechterlijke beslissing is gewezen, kan van de akte waarbij hij daartegen beroep instelt of verzet doet, een voor eensluidend verklaard afschrift zenden aan het centraal handelsregister. Zodra het dit afschrift heeft ontvangen, zendt het centraal register bericht aan de referendaris of griffier van elk der rechtbanken in het handelsregister waarvan de handelaar is ingeschreven. De referendaris of griffier voegt dit bericht bij de inschrijvingsopgaaf".

\+

\+ \+

.../...

Voor nog een andere wijziging in de wet van 3 juli 1956 moge hier aandacht worden gevraagd.

Onder de rechterlijke beslissingen die artikel 24 vermeldt, zijn er die verandering brengen in de toestand van de handelaar zoals die in het handelsregister is beschreven. Worden deze beslissingen definitief,dan moet de handelaar zelf, krachtens artikel 14 van de wet, om wijziging van het ingeschrevene verzoeken. Hij die deze verplichting niet binnen de in het artikel gestelde termijn mocht nakomen,stelt zich aan strafvervolging bloot.

Andere rechterlijke beslissingen daarentegen veranderen wel de rechtstoestand van de handelaar, maar niet de toestand zoals die in het handelsregister is beschreven, zodat er voor toepassing van artikel 14, dit wil zeggen voor wijziging van het ingeschrevene, geen grond is.

Opdat ook zulke beslissingen de nodige openbaarheid krijgen, heeft de wetgever in artikel 24, laatste lid, de referendaris of griffier verplicht, ze ambtshalve in te schrijven.

Kortom, de regeling van de wet van 3 juli 1956 is zo, dat alle in artikel 24 vermelde rechterlijke beslissingen worden ingeschreven, de ene op aanvraag van de handelaar zelf bij toepassing van artikel 14, de andere ambtshalve door de referendaris of griffier krachtens artikel 24, laatste lid.

.../...

Het ontwerp laat de inschrijvingen die de handelaar zelf moet aanvragen,ongemoeid, maar die welke de referendaris of griffier ambtshalve moet doen, schaft het af. De vraag is of de openbaarheid van rechterlijke beslissingen waarvoor de handelaar geen wijziging van het ingeschrevene moet vragen, nog verzekerd zal zijn.

Het nieuwe artikel 24 bepaalt, dat alle kennisgevingen van rechterlijke beslissingen die door het centraal register aan de betrokken griffies worden gezonden, bij de opgaaf van inschrijving van de handelaar zullen worden gevoegd, hetgeen volgens de memorie van toelichting betekent, dat zij zullen worden "ingelast in het inschrijvingsdossier van de handelaar".

Maar dit dossier kan niet door derden worden geraadpleegd. Artikel 32 van de wet bepaalt wel, dat eenieder kosteloos inzage van het handelsregister kan nemen en zich uittreksels uit het register kan doen geven, maar dit geldt niet voor de bijlagen die in het inschrijvingsdossier berusten. Inzage hiervan is overigens overbodig onder de regeling van de wet van 3 juli 1956, aangezien alle rechterlijke beslissingen in het register moeten worden ingeschreven; ze kan alleen belang hebben voor wie kennis zou willen nemen van de motivering van de beslissingen, waarvan immers een voor eensluidend verklaard afschrift in het dossier moet berusten. Maar dit recht heeft de wet van 1956 niet aan derden toegekend.

.../...

Volgens het ontwerp zal het inschrijvingsdossier niet langer een afschrift van de rechterlijke beslissingen maar slechts een blote kennisgeving bevatten. Er is dan ook geenreden meer om derden het recht te ontzeggen inzage te nemen van het dossier.

Wenst de Regering dat derden kennis kunnen hebben van alle in artikel 24 vermelde rechterlijke beslissingen, ook van die waarop vanwege de handelaar geen wijziging van het ingeschrevene moet volgen, dan moet zij hun de gelegenheid geven tot inzage van het inschrijvingsdossier.Te dien einde zouden de artikelen 32 en 33 van de wet als volgt moeten worden aangevuld :

"Artikel 32.-

Eenieder kan kosteloos inzage nemen van het handelsregister en de bijlagen ervan, en zich op eigen kosten door de referendaris of de griffier uittreksels uit het register en uit de bijlagen daarvan doen geven.

Deze uittreksels ... (voorts onveranderd)...

Artikel 33.-

Eenieder kan kosteloos inzage nemen van het centraal handelsregister en de bijlagen daarvan".

+

+ +

.../...

Artikel 15.

Artikel 217 van het Burgerlijk Wetboek, zoals het is vervangen door de wet van 30 april 1958 betreffende de wederzijdse rechten en plichten van de echtgenoten, bepaalt in zijn laatste lid :

"Houdt het vonnis verbod in een werkzaamheid uit te oefenen waarvoor inschrijving in het handelsregister vereist is, dan wordt het bij uittreksel overgeschreven in een daartoe ter griffie van de rechtbank gehouden register; bovendien zendt de griffier een uitgifte van het vonnis, in de arrondissementen waar een rechtbank van koophandel bestaat, aan de griffie van die rechtbank. De referendaris gaat ambtshalve over tot verbetering of doorhaling van de inschrijving".

Artikel 15 van het ontwerp doet het tweede gedeelte van deze alinea vervallen; behouden blijft de bepaling die zegt, dat het vonnis hetwelk verbod inhoudt voor een echtgenoot om een handel te drijven, bij uittreksel wordt overgeschreven in een register ad hoc dat bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg wordt gehouden.

De weglating van het tweede gedeelte is hierdoor te verklaren, dat artikel 9 van het ontwerp de lijst van rechterlijke beslissingen, waarvan artikel 24 van de wet voorschrijft dat de referendaris of de griffier van het gerecht dat ze heeft gewezen, ze ter kennis van het centraal register moet brengen, heeft aangevuld met de beslissingen "houdende verbod tot het uitoefenen van een werkzaamheid waarvoor inschrijving in het handelsregister is vereist".

.../...

Terwijl het nieuwe artikel 24 er dus toe strekt de openbaarheid van deze beslissingen te verzekeren, bevat het ontwerp geen enkele bepaling die de gevolgen ervan vaststelt. Het doet integendeel en zonder ze te vervangen de sanctie vervallen, welke de wet van 30 april 1958 aan deze beslissingen verbindt, namelijk dat de referendaris de inschrijving op naam van de echtgenoot ten aanzien van wie de verbodsmaatregel is genomen, ambtshalve doorhaalt.

Artikel 29 van de wet van 3 juli 1956, dat de referendaris opdracht geeft de inschrijving op naam van personen "die niet meer voldoen aan de bij de bijzondere wetten en reglementen gestelde voorwaarden voor de uitoefening van hun handelswerkzaamheid" door te halen, kan geen toepassing vinden ten aanzien van de echtgenoot wie een rechterlijke beslissing op grond van artikel 217 van het Burgerlijk Wetboek verbiedt een handel te drijven. Deze bepaling lijkt immers alleen te gelden voor hen, wier werkzaamheid afhankelijk is gesteld van een administratieve vergunning, bijvoorbeeld voor vreemdelingen.

Evenmin, en om dezelfde redenen, kan hier toepassing vinden artikel 28, krachtens hetwelk ieder belanghebbende in rechte de doorhaling kan vorderen van de inschrijving van de handelaar ten aanzien van wie een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing vaststelt, dat hij niet voldoet aan de krachtens de bijzondere wetten en reglementen gestelde voorwaarden voor de uitoefening van zijn handelswerkzaamheid.

.../...

Anderzijds is er in de wet geen bepaling die de echtgenoot aan wie verbod is opgelegd of de andere echtgenoot, verplicht de doorhaling te vragen. Artikel 18 kent deze verplichting immers alleen voor het geval dat de handelszaak teniet gaat.

Wel kan de miskenning van het verbod, zelfs wanneer daarop geen doorhaling volgt, burgerlijke gevolgen hebben zowel in de betrekkingen van de in overtreding zijnde echtgenoot met derden als in zijn betrekkingen met de andere echtgenoot.

Het valt echter te vrezen, dat de burgerlijke gevolgen op zich zelf niet kunnen volstaan om de weerspannige echtgenoot van zijn voornemen te doen afzien.

De doorhaling daarentegen is een doeltreffend middel om de echtgenoot te dwingen het verbod in acht te nemen. Artikel 39 van de wet van 3 juli 1956 stelt immers correctionale straffen ten aanzien van hem die een handelswerkzaamheid uitoefent niettegenstaande zijn inschrijving is doorgehaald. Artikel 37 van de wet bepaalt ook, dat onontvankelijk is elke eis "welke zijn grond vindt in een handelswerkzaamheid waarover de verzoeker niet ingeschreven was bij het instellen van de vordering".

.../...

De Raad van State stelt hieronder een tekst voor, volgens welke de referendaris of griffier de inschrijving ambtshalve doorhaalt wanneer een rechterlijke beslissing een echtgenoot verboden heeft een handelswerkzaamheid uit te oefenen. Volgens het nieuwe artikel 217 van het Burgerlijk Wetboek wordt van vonnissen die een verbod inhouden, door de griffier kennis gegeven aan de andere echtgenoot. De griffier zal dus kunnen weten wanneer het vonnis kracht van gewijsde heeft gekregen. De tegenwerping ten aanzien van artikel 24 van de wet van 3 juli 1956 gaat hier dus niet op.

De voorgestelde tekst zou in de wet van 3 juli 1956 tussen de artikelen 29 en 30 kunnen worden ingevoegd als een artikel 29bis.

"Artikel 29bis.

Van ieder in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, dat een echtgenoot verbiedt een werkzaamheid uit te oefenen waarvoor inschrijving in het handelsregister vereist is, moet de griffier van het gerecht dat het heeft uitgesproken een voor eensluidend verklaard afschrift zenden aan het centraal register, hetwelk er een afschrift van bezorgt aan de referendaris of griffier van elk der rechtbanken in het handelsregister waarvan de handelaar is ingeschreven.

De referendaris of griffier haalt de inschrijving betreffende de verboden handelswerkzaamheid door".

\+

\+ \+

.../...

Voor het overige zijn over de vorm van het ontwerp nog de volgende opmerkingen te maken :

Een juister opschrift zou zijn :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 3 juli 1956 op het handelsregister en van artikel 217 van het Burgerlijk Wetboek".

De Franse tekst van het indieningsbesluit dient als volgt te worden gelezen :

"Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre des Classes moyennes,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre des Classes moyennes sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit : ...".

\+

\+ +

De inleidende volzin van artikel 1 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 7 van de wet van 3 juli 1956 op het handelsregister wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende volzin van de artikelen 3, 4, 5, 9, 10, 11 en 13. Daar moet echter alleen de datum, niet het opschrift van de wet worden vermeld.

Voor de volgende artikelen stelt de Raad van State als inleidende volzin voor :

"Artikel 2.-

Artikel 8, 5° en 6°, van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen : ...

Artikel 6.-

Artikel 16 van dezelfde wet wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt : ...

Artikel 7.-

Artikel 23, tweede lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel 8.-

In dezelfde wet wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidend als volgt : ...

Artikel 14.-

In dezelfde wet wordt een artikel 54 ingevoegd, luidend als volgt : ...

Artikel 15.-

In het zevende lid van artikel 217 van de wet van 30 april 1958 betreffende de wederzijdse rechten en plichten van de echtgenoten wordt de volgende tekst geschrapt : ...".

+

\+ +

Artikel 12 behoort als volgt te worden gelezen :

"Artikel 12.-

In artikel 28 van dezelfde wet worden de woorden : "Ieder belanghebbende kan in rechte de doorhaling vorderen" vervangen door de woorden : "De personen vermeld in artikel 27 kunnen in rechte de doorhaling vorderen".

In de tekst van artikel 23bis, dat in de wet van 3 juli 1956 wordt ingevoegd door artikel 8 van het ontwerp, schrappe men de woorden "van deze wet".

Het tweede lid van artikel 53, vastgesteld door artikel 13 van het ontwerp, kan beter als volgt worden gelezen :

"Evenwel geschiedt de wederinschrijving van handelaars die ingeschreven zijn overeenkomstig de bij de wet van 9 maart 1929 gewijzigde wet van 30 mei 1924, op de data ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

.../...

In de tekst van artikel 54,dat in de wet van 3 juli 1956 wordt ingevoegd door artikel 14 van het ontwerp, schrappe men de woorden "van deze wet".

+

+ +

Artikel 16 van het ontwerp leze men als volgt : "De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt".

+

+ +

Artikel 17 machtigt de Koning tot het coördineren van de bepalingen der wet. De wijzigingen welke het ontwerp in de wet van 3 juli 1956 aanbrengt, lijken geen coördinatie te wettigen. Een overzichtelijke herdruk van de teksten is voldoende en daartoe kan de Koning, als hoofd van de uitvoerende macht, opdracht geven.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.